

## DROIT CIVIL ET COMMERCIAL

Le World Justice Project (WJP) est honoré de compter sur votre expertise pour remplir ce questionnaire, dont les réponses proviennent d'individus hautement qualifiés à travers le monde.

Le questionnaire comprend 40 questions. Il faut approximativement 35 minutes pour le remplir. Vos réponses seront intégrées avec celles des autres expertes et agrégées avec les résultats des sondages auprès de la population ("General Population Poll") menés dans les trois plus grandes villes de votre pays. Toutes ces données seront utilisées afin d'évaluer l'adhésion à l'état de droit. Les résultats seront publiés, aux côtés de ceux de plus de 100 autres pays à travers le monde, dans le rapport *WJP Rule of Law Index*® 2020, et dans les autres rapports produits par le WJP.

Votre contribution sera reconnue dans le *WJP Rule of Law Index 2020* report, ainsi que sur la page Web du "World Justice Project" et les autres documents du WJP (à moins que vous ne choisissiez de rester anonyme).

Merci d'avance de votre temps et de votre considération. Avec votre participation, ce projet contribuera à consolider l'état de droit à l'échelle mondiale.

### INSTRUCTIONS

S'il vous plaît, répondez aux 40 questions dans ce questionnaire en fonction de la façon dont les lois sont appliquées **en pratique** dans votre pays. S'il vous plaît indiquez dans la case ci-dessous quel pays vous répondez à cette enquête.

PAYS:

**Veillez envoyer vos réponses par email ou fax, au :**

- Email : [ruleoflawindex@worldjusticeproject.org](mailto:ruleoflawindex@worldjusticeproject.org)
- Fax : (202) 747-5816

Si vous avez des questions ou commentaires, s'il vous plaît contacter un membre du personnel du World Justice Project (WJP) *Rule of Law Index*, à [ruleoflawindex@worldjusticeproject.org](mailto:ruleoflawindex@worldjusticeproject.org).

### CONFIDENTIALITE

Le World Justice Project construit le rapport du *WJP Rule of Law Index 2020* avec des indications strictes en matière de confidentialité des données rassemblées et des répondants. Dans l'espace ci-dessous, s'il vous plaît sélectionnez l'une des deux options indiquant si vous souhaitez répondre à ce questionnaire comme un contributeur **Reconnu Publiquement** (votre nom et votre organisation seront publiés dans la section «Contributing Experts» du rapport *WJP Rule of Law Index 2020* et sur le site web du "World Justice Project"), OU vous pouvez choisir d'être un contributeur **Anonyme** (votre nom ne sera pas publié dans le rapport, ni sur le site, ni dans aucun matériel du WJP, et votre nom ne sera en aucun cas connu).

***Dans les deux cas, le contenu de vos réponses restera strictement confidentiel.*** Les réponses sont rassemblées avant l'analyse statistique ou de la communication des résultats afin de s'assurer que les réponses individuelles ne peuvent être établies.

## TYPE DE CONTRIBUTION

**Veillez sélectionner l'une des deux options** ci-dessous pour indiquer si vous souhaitez répondre à ce sondage en tant que contributeur **Anonyme** ou **Reconnu Publiquement**. Dans les deux cas, vos réponses individuelles resteront strictement confidentielles.

**CONTRIBUTEUR RECONNU PUBLIQUEMENT :**     OUI     NON

Je souhaite être **reconnu public** en tant contributeur. Votre nom et votre organisation d'affiliation seront listés dans la section des QRQ experts contributeurs du *WJP Rule of Law Index 2020* et sur le site web du WJP. Je comprends que mon nom, organisation, et pays serait inscrit dans le *WJP Rule of Law Index 2020* report, ainsi que sur la page Web du "World Justice Project."

Nom:	
Organisation:	

**CONTRIBUTEUR ANONYME:**     OUI     NON

Je souhaite rester **anonyme** (votre nom, vos coordonnées et les réponses à ce questionnaire ne seront jamais divulgués à quiconque). Nous ne révélerons pas votre nom, organisation d'affiliation, ou toute autre information identifiable dans le *WJP Rule of Law Index 2020*, ou dans d'autres matériaux associés. Le WJP ne sera pas révéler mon nom, organisation, ou autre information identifiable dans le *WJP Rule of Law Index 2020* report ou les autres documents du WJP.

**Prière de répondre aux questions suivantes en fonction de la façon dont les lois sont appliquées en pratique dans votre pays. Veuillez cocher X dans la case correspondante.**

### SECTION I

Les questions suivantes représentent des situations hypothétiques. Pour chaque question, nous allons vous fournir un ensemble d'hypothèses. Veuillez sélectionner l'option qui représente le mieux votre point de vue.

#### Scénario Hypothétique No. 1

Supposez que l'autorité de protection de l'environnement de votre pays signale à une usine qu'elle pollue une rivière au-delà des niveaux légalement permis.

1. Parmi les résultats suivants, quel est selon vous le scénario le plus probable ?

L'entreprise se conforme à la loi (soit volontairement ou suite à une décision judiciaire, à des amendes ou autres sanctions).	
L'entreprise offre des incitations monétaires illégales afin d'influencer les autorités pour qu'elles abandonnent toute poursuite.	
Absolument rien ne se produit.	
Je ne sais pas/Non Applicable	

#### Scenario Hypothétique No. 2

Mr. A and Mr. B sont deux voisins résidant dans un quartier à revenu moyen dans la plus grande ville de votre pays. Un jour, Mr. A se lance dans des travaux destinés à démolir et retirer un mur sur sa propriété. Au cours de ce projet, des parties du mur chutent sur la propriété de Mr. B, endommageant sa résidence. Après une longue discussion, Mr. A refuse de payer pour les dommages causés par l'incident. Aucun d'entre eux ne dispose d'assurance et le montant des coûts de réparation est de **0,15 fois le Produit Intérieur Brut par habitant du pays**.

2. Quelle est la probabilité que Mr. B ait recours aux mécanismes suivants afin de résoudre son conflit?

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/ Non Applicable
(a) Introduire une poursuite judiciaire civile ou commerciale					
(b) Déposer une demande devant un tribunal des petites créances ou bien un magistrat					
(c) Utiliser un mécanisme d'arbitrage commercial					
(d) Porter l'affaire devant un chef traditionnel ou souverain					
(e) Faire appel à un organisme d'application des lois ou d'autres organes administratifs					
(f) Ne rien faire (se résigner à perdre l'argent)					

3. En pratique, combien de temps faudrait-il pour obtenir une décision ou un jugement – à partir du moment où le dossier est déposé jusqu'au moment où l'accord/la décision est rendu(e) – si Mr. B utilise les mécanismes suivants ?

	Moins de 1 mois	Entre 1 mois et 1 an	Entre 1 et 3 ans	Plus de 3 ans	Plus de 5 ans	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Poursuite judiciaire civile ou commerciale ordinaire						
(b) Cour des petites créances ou magistrat						
(c) Mécanisme d'arbitrage commercial						
(d) Chef ou un souverain traditionnel						
(e) Organisme d'application des lois						

4. En pratique, après qu'une décision ou un accord est atteint, combien de temps faudrait-il pour que la partie gagnante reçoive le paiement ou la compensation en utilisant chacun des mécanismes suivants ?

	Moins de 1 mois	Entre 1 mois et 1 an	Entre 1 et 3 ans	Plus de 3 ans	Plus de 5 ans	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Poursuite judiciaire civile ou commerciale ordinaire						
(b) Cour des petites créances ou magistrat						
(c) Mécanisme d'arbitrage commercial						
(d) Chef ou un souverain traditionnel						
(e) Organisme d'application des lois						

5. Selon votre expérience, quels seraient les coûts supportés par Mr. B, en termes de pourcentage de la demande (dans ce cas **0,15 fois le PIB par habitant de votre pays**), s'il utilise les procédures suivantes ?<sup>1</sup>

	Environ 15% de la demande	Environ 30% de la demande	Environ 40% de la demande	Plus de 50% de la demande	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Poursuite judiciaire civile ou commerciale ordinaire					
(b) Cour des petites créances ou magistrat					
(c) Mécanisme d'arbitrage commercial					
(d) Chef ou un souverain traditionnel					
(e) Organisme d'application des lois					

<sup>1</sup> Veuillez considérer seulement les coûts directs associés avec la demande tels que les frais d'honoraires des avocats, frais de justice et si nécessaire les pots-de-vin ou autres incitations monétaires.

6. Selon votre expérience, quel serait le montant des frais d’avocat pour représenter Mr. B dans une affaire comme celle-ci (en devise locale) ?

Montant \_\_\_\_\_

7. Dans un cas comme celui-ci, quelle est la probabilité pour que les personnes suivantes sollicitent une incitation monétaire (ou tout autre bénéfice) de la part de Mr. A ou Mr. B, ou bien des deux, afin d’exercer leurs fonctions ou afin d’accélérer le processus ?

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Juge ou magistrat					
(b) Personnel de la cour					
(c) Arbitre commercial					
(d) Agents de police					
(e) Chef ou souverain traditionnel					

8. Enfin, supposons que Mr. B poursuive Mr. A devant un tribunal ordinaire civil ou commercial. Si Mr. A ne peut pas se permettre de payer un avocat, quelle est la probabilité qu’il obtienne une représentation légale pro-bono (gratuite) de la part du gouvernement, d’un centre d’aide juridique, ou d’une organisation non-gouvernementale (ONG), etc. ?

Très probable	
Probable	
Peu probable	
Improbable	
Je ne sais pas/Non Applicable	

### Scenario Hypothétique No. 3

Supposons que le gouvernement décide de construire un grand projet de travaux publics, telle qu'une gare ferroviaire, dans un quartier résidentiel à revenu moyen, dans la plus grande ville de votre pays. Le projet devrait avoir un impact négatif sur la qualité de vie du quartier.

9. Répondez aux questions suivantes :

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/ Non Applicable
(a) En pratique, quelle est la probabilité pour que les habitants locaux reçoivent un <b>préavis suffisamment</b> <sup>2</sup> avant la construction de ce projet ?					
(b) Si les résidents demandent une copie du <b>document de conception du projet</b> avant l'initiation de la construction, quelle est la probabilité pour que les autorités leur fournissent cette copie ?					
(c) En pratique, quelle est la probabilité pour que les résidents puissent présenter des <b>objections ou des commentaires</b> aux autorités concernées sur le projet, avant le début des travaux ?					

### Supposons que la construction de la gare exige la démolition de domiciles privés dans le quartier :

10. En pratique, quelle est la probabilité pour que les propriétaires reçoivent une compensation intégrale du gouvernement à la juste valeur marchande ?

Très probable	
Probable	
Peu probable	
Improbable	
Je ne sais pas/Non Applicable	

11. Veuillez répondre aux questions suivantes :

<sup>2</sup> Divulgarion des objectifs et caractéristiques du projet au moins trois mois avant le commencement des travaux. Avis conformément avec les exigences légales (publication, modifications, etc.)

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Si des propriétaires poursuivent le gouvernement en justice à la recherche d'une indemnisation pour la démolition de leurs maisons, quelle est la probabilité pour qu'ils reçoivent une juste compensation ?					
(b) En pratique, si un grand nombre d'habitants dépose une pétition urgente devant l'autorité administrative ou judiciaire proposant un plan de construction alternatif, quelle est la probabilité pour que les autorités demandent la suspension du projet jusqu'à ce que la proposition des habitants soit prise en compte ?					
(c) Quelle est la probabilité pour que le projet soit suspendu si les habitants demandent de l'aide auprès du chef ou du souverain traditionnel (ou de l'autorité religieuse, si cela s'applique) ?					

12. Est-il possible de déposer une seule plainte ou pétition pour obtenir une indemnisation, au nom de centaines ou de milliers d'habitants touchés (recours collectif), au lieu d'avoir plusieurs poursuites individuelles ?

Oui	
Non	
Je ne sais pas/Non Applicable	

#### **Scenario Hypothétique No. 4**

Supposons qu'une agence gouvernementale nationale se lance dans un projet de travaux publics et embauche une entreprise privée pour construire une nouvelle route. L'entrepreneur commence le projet et fait rapidement face à des coûts importants.

Supposons qu'un nouveau gouvernement entre en fonction avant que le projet ne soit finalisé, et que l'organisme gouvernemental nouvellement nommé annule le projet et refuse de payer l'entrepreneur le montant fixé dans le contrat sans aucune justification légale. Supposons que l'entrepreneur poursuive l'agence gouvernementale devant les tribunaux locaux.

13. Combien de temps faudra-t-il en pratique, pour que les tribunaux locaux prennent une décision et la mettent en application (depuis le dépôt de l'affaire judiciaire jusqu'à la demande du paiement effectif) ?

Un an ou moins	
Entre un et trois ans	
Entre trois et cinq ans	
Plus de cinq ans	
Je ne sais pas/Non Applicable	

**Au lieu de porter l'affaire devant les tribunaux locaux, supposons que les parties conviennent de soumettre le différend à l'arbitrage. Supposons aussi que le tribunal arbitral décide que**

**l'organisme gouvernemental doit payer le montant du litige, mais, en dépit de la sentence arbitrale, l'agence gouvernementale continue de refuser de payer.**

14. En pratique, quelle est la probabilité pour que l'entrepreneur soit en mesure de demander l'exécution de la sentence arbitrale contre l'agence gouvernementale auprès des tribunaux locaux :

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Si la sentence émane d'un groupe spécial d'arbitrage <b>national</b> ?					
(b) Si la sentence émane d'un panel d'arbitrage <b>international</b> ?					

### Scenario Hypothétique No. 5

Supposons qu'à la suite d'une inspection, il s'avère qu'un agent du gouvernement **local** a émis des permis gouvernementaux à des fins personnelles, par exemple, pour une entreprise de construction appartenant à un membre de sa famille.

15. Parmi les résultats suivants, quel est selon vous le scénario le plus probable ? (*Veillez choisir une seule question*) :

L'accusation est complètement ignorée par les autorités.	
Une enquête est ouverte sans jamais aboutir à des conclusions.	
L'agent du gouvernement local est puni et poursuivi (par des amendes ou bien par une peine de prison).	
Je ne sais pas/Non Applicable	



SECTION II

16. Avec quelle fréquence les scénarios suivants se produisent-ils ?

	Presque toujours	Dans la plupart des cas	Dans certains cas	Presque jamais	Je ne sais pas/ Non Applicable
(a) En pratique, lorsque le gouvernement exproprie les terres communales et les ressources des paysans ou des petits agriculteurs dans votre pays, les agriculteurs reçoivent une juste compensation.					
(b) En pratique, lorsque le gouvernement exproprie les investisseurs privés et des entreprises dans votre pays, les investisseurs reçoivent une juste compensation.					
(c) En pratique, le gouvernement exproprie les biens pour des fins publiques légitimes, conformément aux lois et procédures applicables (procès en bonne et due forme).					
(d) En pratique, lorsque le gouvernement prend des mesures qui ont des effets similaires à une expropriation (comme ingérence injustifiée dans les usages ou des bénéfices des investissements), les investisseurs reçoivent une juste compensation.					
(e) En pratique, les investisseurs étrangers bénéficient d'un traitement juste et équitable du gouvernement.					
(f) En pratique, les restrictions légales sur l'investissement étranger sont appliquées de manière cohérente et uniforme.					
(g) En pratique, les droits de propriété intellectuelle (marques, droits d'auteur et brevets) dans votre pays sont effectivement appliqués.					

17. Selon votre expérience et connaissance, veuillez choisir la réponse se rapprochant le plus de votre point de vue sur la façon dont **l'expropriation** a changée pendant les 10 dernières années dans votre pays :

Les lois qui contrôlent l'indemnisation d'expropriation ont subies des changements majeurs.	
Les lois qui contrôlent l'indemnisation d'expropriation <b>n'ont pas</b> subies des changements majeurs.	
Je ne sais pas/ Ne s'applique pas	

Quels sont les changements majeurs (soit positifs soit négatifs) dont votre pays a fait l'expérience ?

---



---



---

18. D'après votre expérience et connaissance, veuillez choisir la réponse se rapprochant le plus de votre point de vue sur la façon dont **la protection foncière** a changé pendant les 10 dernières années dans votre pays :

Les lois qui contrôlent la protection contre la violation de propriété et l'invasion des occupants sans titre ont subies des changements majeurs.	
Les lois qui contrôlent la protection contre la violation de propriété et l'invasion des occupants sans titre <b>n'ont pas</b> subies des changements majeurs.	
Je ne sais pas/ Ne s'applique pas	

*Quels sont les changements majeurs (soit positifs soit négatifs) dont votre pays a fait l'expérience ?*

---



---



---

19. La question suivante vise à examiner les raisons pour lesquelles les personnes pauvres dans votre pays n'utilisent pas les tribunaux pour régler leurs différends. Veuillez nous dire dans quelle mesure les facteurs suivants influencent la décision des personnes pauvres de porter ou non un litige devant les tribunaux de la ville dans laquelle vous résidez :

	Très important	Assez important	Pas très important	Pas du tout important	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Les frais du tribunal (pour déposer une affaire) sont trop élevés					
(b) Les frais d'avocats sont très élevés					
(c) Absence d'aide légale pro-Bono (gratuite)					
(d) Manque d'assistants juridiques et cliniques juridiques					
(e) Barrières linguistiques (traducteurs non disponibles)					
(f) L'emplacement des tribunaux (très éloignés)					
(g) Durée des procédures judiciaires (délais de traitement extrêmement longs)					
(h) Préjugés contre les personnes marginalisées (discrimination sur la base du statut économique ou social)					
(i) Les procédures sont très encombrantes et complexes					
(j) Corruption de juges et d'agents judiciaires					
(k) Manque d'information publique sur les procédures judiciaires					
(l) Manque de sensibilisation sur les voies de recours disponibles					

20. D'après votre expérience au cours de l'année écoulée en matière d'affaires civiles entre des parties privées jugées par les tribunaux de première instance, quel est le pourcentage (%) de cas reflétant les résultats suivants :

	100%	75%	50%	25%	5%	0%	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) La décision finale reflète l'évaluation honnête des juges concernant des preuves disponibles et la loi applicable.							
(b) La décision finale a été influencée soit par des pressions indues de la part de l'une des parties, soit par la corruption.							

21. D'après votre expérience, de toutes les affaires judiciaires où le gouvernement avait un intérêt (en tant que tierce partie ou bien plaideur) :

	100%	75%	50%	25%	5%	0%	Je ne sais pas/Non Applicable
Quel est le pourcentage (%) des affaires judiciaires où le gouvernement a cherché à influencer sur les résultats de l'affaire ?							

22. D'après votre expérience, quelle est la probabilité pour qu'une personne pauvre confrontée aux situations suivantes reçoive une assistance juridique d'un avocat, d'un conseiller juridique, d'un centre d'aide juridique, etc. ?

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Un locataire menacé d'expulsion					
(b) Litige sur la garde des enfants					
(c) Problèmes majeurs avec prestataires de services publics (charges)					

23. A votre avis, quelle est la probabilité pour que les critères suivants placent un individu dans une position désavantageuse devant un tribunal civil ou commercial ? Si la personne est :

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Pauvre					
(b) Une femme					
(c) Membre d'une minorité ethnique					
(d) Membre d'une minorité religieuse					
(e) Un étranger (immigré)					
(f) Homosexuel, lesbien, bisexuel, ou transgenre					

Ou :

(g) Aucune de ces réponses	
----------------------------	--

24. Selon vous, à quel degré le grand public est-il informé sur les mécanismes judiciaires formels grâce auxquels leurs plaintes peuvent être adressées ?

Très informé	
Assez informé	
Peu informé	
Pas du tout informé	
Je ne sais pas/Non Applicable	

25. Veuillez choisir la réponse se rapprochant le plus de votre point de vue sur la façon dont le **pouvoir judiciaire** fonctionne dans votre pays (*Veuillez choisir une seule réponse*) :

Lorsque des questions juridiques ou bien des violations possibles sont soulevées, la justice examine les actions de l'organe exécutif et utilise ses pouvoirs pour déclarer les actions du gouvernement illégales et anticonstitutionnelles.	
Le pouvoir judiciaire examine les actions de l'organe exécutif mais ne peut agir contre des affaires politiquement sensibles/ou bien son efficacité est limitée.	
Le pouvoir judiciaire n'examine pas les politiques de l'organe exécutif, en réalité.	
Je ne sais pas/Non applicable	

26. Veuillez nous décrire le degré de gravité des problèmes suivants dans les tribunaux civils et commerciaux de votre ville ? (10 signifie un problème très grave) :

	10 Sérieux problème	9	8	7	6	5	4	3	2	1 Pas un problème sérieux	Je ne sais pas/ Non Applicable
(a) Durée des affaires judiciaires (délais de traitement des litiges)											
(b) L'inefficacité des mécanismes d'exécution (les jugements sont difficiles à appliquer en pratique)											
(c) Nombre insuffisant de juges et d'agents judiciaires											
(d) Ressources insuffisantes pour effectuer le travail											
(e) Manque d'embauche et de formation adéquates pour les juges et les greffiers											
(f) Manque de moyens de dissuasion pour empêcher les litiges sans fondements											
(g) Les mécanismes alternatifs de résolution des conflits, destinés à examiner les litiges hors des tribunaux, sont inefficaces											
(h) Corruption des juges et des fonctionnaires de justice (les dossiers ne sont traités que si les agents reçoivent des pots-de-vin)											
(i) Compensation monétaire insuffisante (salaire) des juges et des fonctionnaires de justice											
(j) Manque de mécanismes de suivi de l'efficacité des tribunaux											
(k) Manque d'indépendance du pouvoir judiciaire vis à vis à l'exécutif											

27. Veuillez choisir la réponse qui correspond le mieux à la façon dont laquelle les marchés publics ou bien les grands travaux publics (aéroports, autoroutes, centrales électriques, etc.) fonctionnent dans votre pays. (Veuillez choisir une seule réponse) :

La plupart des contrats sont attribués par une procédure d'appel d'offre ouverte et concurrentielle.	
Il existe une procédure d'enchères formelles, mais elle a des défauts. Plusieurs contrats sont attribués sans des offres compétitives, ou par des processus d'enchère inefficaces, laissant ouverte la possibilité de corruption.	
Il n'existe aucune procédure d'enchères formelle, ou bien elle est superficielle et inefficace. La plupart des contrats sont attribués à des entreprises qui offrent des incitations financières illégales; à des entreprises appartenant à des sympathisants politiques; ou à des entreprises au sein desquels un agent du gouvernement a un intérêt financier.	
Je ne sais pas/Non applicable	

28. A quelle fréquence est-ce que les personnes (ou entreprises privées) de payer des incitations monétaires, des paiements informels, ou autres versements incitations afin de :

	Presque toujours	Dans la plupart des cas	Dans certains cas	Presque jamais	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Enregistrer un titre de propriété sur des biens immobiliers ?					
(b) Inscription d'une nouvelle entreprise au registre ?					
(c) Accélérer la livraison d'un permis de construction ?					
(d) Dédouanement de marchandises ?					
(e) Accélérer un processus judiciaire ?					
(f) Obtenir un permis de conduire ?					

29. Répondez aux questions suivantes :

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Quelle est la probabilité qu'une entreprise de taille moyenne soit inspectée par les autorités de protection de l'environnement à la suite d'allégations de pollution par les voisins ?					
(b) Quelle est la probabilité qu'une entreprise de fabrication de taille moyenne soit régulièrement inspectée par les autorités de protection de l'environnement ?					
(c) Quelle est la probabilité pour que les autorités de protection de l'environnement imposent des sanctions lorsque des violations sont rapportées ?					
(d) Quelle est la probabilité pour que les autorités de protection de l'environnement demandent ou bien reçoivent des pots-de-vin, incitations monétaires illégales ou d'autres versements afin d'ignorer des violations ?					

30. En pratique, dans votre pays, le principe du «procès en bonne et due forme»<sup>3</sup> est respecté dans la procédure administrative menée par les autorités suivantes :

	Tout à fait d'accord	D'accord	En désaccord	Tout à fait en désaccord	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Les autorités nationales de protection de l'environnement					
(b) Les autorités fiscales nationales					
(c) Les autorités locales					

31. Veuillez choisir la réponse qui, selon vous, correspond le mieux au niveau d'accès des informations suivantes dans votre pays :

	<b>Très accessible</b> [Les citoyens, les journalistes et les ONG peuvent accéder à des chiffres détaillés, sous réserve d'exceptions limitées et clairement définies par la loi. Cette information est facilement accessible et à jour]	<b>Peu accessible</b> [Les citoyens, les journalistes et les ONG peuvent accéder à des chiffres détaillés, mais cette information peut être difficile d'accès, incomplète ou bien obsolète]	<b>Pas accessible du tout</b> [Les citoyens, les journalistes et les ONG ne peuvent accéder à des chiffres détaillés en raison du secret, d'obstacles considérables, ou du fait de l'inefficacité du gouvernement]	<b>Je ne sais pas/ Non Applicable</b>
(a) Les chiffres budgétaires des organismes gouvernementaux				
(b) Des copies des contrats gouvernementaux				
(c) Les sources de financement des campagnes électorales				
(d) Dossiers des hauts fonctionnaires du gouvernement				
(e) Rapports du Défenseur des Droits (ombudsman)				
(f) Copies des décisions administratives applicables au grand public faites par les organismes gouvernementaux <b>nationaux</b>				
(g) Copies des décisions administratives applicables au grand public faites par les organismes gouvernementaux <b>locaux</b>				
(h) Les transcriptions des procédures administratives				

32. Est-ce que les énoncés suivants sont courants dans votre pays :

<sup>3</sup> Le procès en bonne et due forme comprend le droit pour les justiciables d'être présumés innocents jusqu'à preuve du contraire, le droit d'être dûment informé de l'enquête ouverte à leur encontre, le droit d'être informés de toutes les preuves utilisées contre eux, et être accordé la possibilité de contester un tel élément de preuve.

	Presque toujours	Dans la plupart des cas	Dans certains cas	Presque jamais	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) En pratique, le gouvernement local diffuse des renseignements faciles à comprendre sur les droits des administrés.					
(b) Les lois fondamentales sont accessibles au public dans toutes les langues officielles.					
(c) En pratique, le gouvernement s'efforce de traduire les lois et de les rendre accessibles dans d'autres langues parlées par une part importante de la population, même si ce ne sont pas des langues «officielles».					
(d) En pratique, les réglementations nationales sont publiées dans les délais impartis par la loi. <sup>4</sup>					
(e) En pratique, les règlements administratifs peuvent être obtenus à un coût minime, tels que par courrier, ou en ligne.					
(f) En pratique, les décisions judiciaires de la cour suprême sont publiées en temps opportun.					
(g) En pratique, les réglementations commerciales sont suffisamment stables pour permettre aux petites entreprises de déterminer quelles pratiques sont permises ou non.					
(h) En pratique, les projets de loi devant être examinés par le corps législatif sont mis à la disposition du public dans un délai raisonnable.					
(i) En pratique, les procédures législatives <sup>5</sup> sont diffusées publiquement par le biais de la radio ou de la télévision.					
(j) En pratique, les gens de votre pays peuvent se réunir et exprimer leurs préoccupations aux représentants du gouvernement local.					
(k) En pratique, les procédures administratives au niveau <b>national</b> sont effectuées sans retard injustifié.					
(l) En pratique, les procédures administratives au niveau <b>local</b> sont menées sans retard injustifié.					

33. Veuillez choisir l'énoncé qui est le plus proche de votre point de vue sur la façon dont **l'institution chargée d'audit** fonctionne en pratique dans votre pays (Veuillez choisir une seule réponse) :

La Cour des Comptes enquête sur les irrégularités financières au sein du gouvernement de manière efficace.	
La Cour des Comptes ouvre des enquêtes sur des irrégularités financières, mais est limitée dans son efficacité, notamment en ce qui concerne les questions politiquement sensibles.	
La Cour des Comptes n'enquête pas sur les irrégularités financières de manière efficace et ne parvient pas à détecter les responsables.	
Je ne sais pas/Non applicable	

34. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants :

<sup>4</sup> Dans les délais prescrits par la loi ou la réglementation applicable.

<sup>5</sup> Projets de loi soumis ou présentés devant l'Assemblée législative pour considération ou approbation.



	Tout à fait d'accord	D'accord	En désaccord	Tout à fait en désaccord	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) En pratique, les organisations représentant la société civile dans votre pays peuvent exprimer librement leurs opinions concernant les politiques et les actions du gouvernement sans crainte de représailles.					
(b) En pratique, le gouvernement collabore avec les organisations de la société civile à concevoir la politique publique.					
(c) En pratique, les personnes de votre pays peuvent s'associer librement pour attirer l'attention sur un problème ou signer une pétition.					
(d) En pratique, les gens peuvent librement adhérer à toute organisation politique.					
(e) En pratique, les personnes de votre pays peuvent tenir librement des manifestations publiques non-violentes, sans crainte de représailles.					
(f) En pratique, les non-adhérents ne sont pas tenus de se soumettre à des lois religieuses.					
(g) Dans votre pays, les minorités religieuses peuvent librement et publiquement observer leurs coutumes et célébrer leurs fêtes.					
(h) En pratique, les médias (TV, radio, journaux) de votre pays peuvent librement dénoncer les cas de corruption impliquant des agents gouvernementaux de haut rang, sans crainte de représailles.					
(i) En pratique, les médias (TV, radio, journaux) de votre pays peuvent exprimer librement leurs opinions contre la politique du gouvernement sans crainte de représailles.					
(j) En pratique, le gouvernement n'empêche pas les citoyens d'accéder aux informations publiées en ligne.					
(k) En pratique, <b>les partis d'opposition</b> peuvent exprimer librement leurs opinions contre la politique du gouvernement sans crainte de représailles.					
(l) En pratique, <b>les factions dissidentes au sein du parti majoritaire</b> peuvent exprimer librement leurs opinions en public sans crainte de faire face à des conséquences négatives.					

35. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants :

	Tout à fait d'accord	D'accord	En désaccord	Tout à fait en désaccord	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) En pratique, le pouvoir du gouvernement n'est pas contrôlé par une seule personne, mais réparti parmi différentes branches indépendantes ; par exemple, le Président ou le Premier ministre, le Parlement ou le corps législatif, et le pouvoir judiciaire.					
(b) En pratique, les tribunaux <b>nationaux</b> de votre pays sont libres de toute influence politique dans l'exercice de leur autorité.					
(c) En pratique, les tribunaux <b>locaux</b> de votre pays sont libres de toute influence politique dans l'exercice de leur autorité.					
(d) Le gouvernement obéit toujours aux décisions des tribunaux supérieurs, même quand ils sont en désaccord avec ces décisions.					
(e) En pratique, les rapports émis par l'inspecteur du gouvernement (la Cour de Comptes, le Contrôleur Général des Finances, etc.) sont pris au sérieux par les autorités, avec des résultats négatifs menant rapidement à des mesures correctives.					
(f) En pratique, <b>les législateurs</b> qui abusent de leur pouvoir sont sanctionnés.					
(g) En pratique, <b>les membres du pouvoir judiciaire</b> qui abusent de leur pouvoir sont sanctionnés.					

36. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants :

	Tout à fait d'accord	D'accord	En désaccord	Tout à fait désaccord	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Le chef d'état (Président, Premier ministre, etc.) de votre pays a été élu grâce à un processus légitime.					
(b) Le chef d'état (Président, Premier ministre, etc.) de votre pays a été élu conformément aux règles et procédures énoncées dans la Constitution.					
(c) Dans votre pays, les résultats détaillés des élections sont disponibles pour examen public approfondi.					
(d) En pratique, la cour d'appel électorale est libre de toute influence politique dans son application de pouvoir.					
(e) En pratique, il existe des systèmes de suivi et de contrôle qui permettent de maintenir la confiance du public dans le processus électoral.					
(f) En pratique, dans votre pays, les responsables locaux sont élus par le biais d'un processus légitime.					
(g) En pratique, dans votre pays, les gens peuvent voter librement sans se sentir contraints ou harcelés.					
(h) En la pratique, le chef d'état (Président, Premier ministre, etc.) de votre pays exerce ses fonctions sans tenir compte des contrôles législatifs.					

37. Répondez aux questions suivantes :

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Quelle est la probabilité qu'une personne puissante ou ayant des relations au niveau politique puisse éviter ou échapper à des conséquences légales pour une violation pénale non violente de la loi ?					
(b) Quelle est la probabilité qu'un journal de votre pays refuse de publier un article crédible sur la corruption dû à des menaces de représailles violentes ou une action en justice ?					
(c) Quelle est la probabilité qu'un haut fonctionnaire du gouvernement détourne des fonds publics pour financer ses frais personnels ou ceux d'une campagne électorale ?					
(d) Quelle est la probabilité qu'un membre du Parlement sollicite ou reçoive des paiements illégaux ou des pots de vin en échange de faveurs politiques ou un vote préférentiel sur un projet de loi ?					
(e) Quelle est la probabilité que des entreprises privées versent des paiements illégaux à des hauts fonctionnaires du gouvernement en échange de faveurs, tels que l'attribution de contrats gouvernementaux ?					

38. Supposons que le maire d'une petite ville de votre pays détourne de l'argent public pour son usage personnel. Supposons également que l'un de ses employés témoigne de cette conduite, en informe l'autorité compétente, et fournisse des preuves suffisantes. Assumons aussi que **la presse obtienne l'information et publie l'histoire**. Lequel de ses scénarios est le plus susceptible de se produire ? (Veuillez choisir une seule question)

L'accusation est complètement ignorée par les autorités.	
Une enquête est ouverte, mais n'aboutit jamais à des conclusions.	
Le maire est poursuivi et puni (par des amendes, ou par une peine de prison).	
Je ne sais pas/Non applicable	

39. Vous soumettez une demande d'accès à l'information au Ministère de l'Education sur comment le budget de l'agence est alloué et/ou dépensé. Quelle est la probabilité que :

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) L'agence du gouvernement transmette ces informations, en supposant qu'elles aient été correctement demandés ?					
(b) L'information fournie soit pertinente à la demande effectuée, et complète ?					
(c) L'agence gouvernementale transmette ces informations à un prix raisonnable ?					
(d) L'agence gouvernementale transmette ces informations dans une période de temps raisonnable ?					
(e) L'agence gouvernementale transmette ces informations sans que le demandeur ait à payer une incitation monétaire illégale ?					

40. Dans quelle mesure êtes-vous en accord avec les énoncés suivants :

	Tout à fait d'accord	D'accord	En désaccord	Tout à fait en désaccord	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) <b>Selon la loi</b> , si une agence gouvernementale refuse la demande d'information d'un citoyen, celui-ci a le droit de contester cette décision devant une autre agence gouvernementale ou un juge.					
(b) <b>En pratique</b> , si une agence gouvernementale refuse la demande d'information d'un citoyen, celui-ci peut efficacement contester cette décision devant une autre agence gouvernementale ou un juge.					

**C'EST PRESQUE FINI !**

Merci de remplir ce questionnaire. Nous sommes honorés d'inclure votre expertise dans le *WJP Rule of Law Index 2020*.

**Si vous avez des commentaires ou suggestions concernant le questionnaire, nous vous serions reconnaissants de les noter dans l'espace ci-dessous.**

1.) Y a-t-il des sujets pertinents, ou des questions qui selon vous ont été laissés de côté ?

2.) **Information additionnelle :** Nous sommes reconnaissants de votre contribution en tant qu'expert répondant au *WJP Rule of Law Index*. La majorité des experts de la communauté du World Justice Project contribue de son temps et de son expertise année après année pour créer une des bases de données les plus détaillées au monde, afin de mesurer l'adhésion des pays à l'état de droit. Afin d'assurer que nous avons les données les plus récentes, nous vous serions reconnaissants si vous preniez le temps de remplir le formulaire de contact ci-dessous. Cette information restera strictement confidentielle, et ne sera pas partagée avec des sources tierces. Vos informations seront conservées de manière sécurisée dans notre base de données pour des éditions futures du *WJP Rule of Law Index*. Afin d'assurer que nous avons les données les plus récentes, nous vous serions reconnaissants de remplir le formulaire ci-dessous.

<b>Remplissez les informations ci-dessous :</b>	
Titre (M., Mme., Dr., etc.):	
Prénom :	
Nom de famille :	
Téléphone :	
E-mail :	
Sexe :	

Enseignez-vous à l'université ? Oui [ ] Non [ ] Quelles classes ? \_\_\_\_\_

Etes-vous avocat ? Oui [ ] Non [ ]

Si, depuis combien d'années pratiquez-vous le droit ? \_\_\_\_\_

<b>Quels sont vos domaines de pratique ?</b>					
Antitrust	[ ]	Contrats	[ ]	Droit international	[ ]
Faillite	[ ]	Droit de l'entreprise	[ ]	Droit du travail	[ ]
Droit des affaires	[ ]	Droit pénal	[ ]	Contentieux/ Arbitrage	[ ]
Droit civil	[ ]	Droit du travail	[ ]	Mal pratique médicale	[ ]
Droit civique	[ ]	Droit environnemental	[ ]	Droit de la propriété	[ ]
Droit commercial	[ ]	Droit de la famille	[ ]	Fiscalité	[ ]
Droit constitutionnel	[ ]	Pratique Générale	[ ]		[ ]
Droit du consommateur	[ ]	Droit de la propriété intellectuelle	[ ]		[ ]

3.) Afin de vous remercier pour votre contribution, nous souhaitons vous envoyer une copie du rapport *WJP Rule of Law Index 2020* lorsqu'il sera publié plus tard dans l'année. Si vous souhaitez recevoir une copie du rapport, entrez votre adresse postale ci-dessous.

<b>Remplissez les champs suivants afin de recevoir une copie du rapport 2020:</b>	
Adresse postale :	
Ville :	
Province/Etat :	
Code Postal :	
Pays :	

4.) En tant qu'expert dans votre domaine, nous vous serions reconnaissants si vous pouvez nous fournir des références ou des suggestions de collègues qui pourraient être disposés à contribuer en remplissant l'un des quatre questionnaires mieux alignés avec leurs expertises :

- Droit civil et commercial
- Droit constitutionnel, libertés civiles, et droit pénal
- Droit du travail
- La santé publique

	Nom	E-mail	Domaine d'expertise
Référence #1			
Référence #2			
Référence #3			

## **Merci beaucoup pour votre collaboration.**

Merci d'avoir rempli le questionnaire. Nous sommes honorés d'inclure votre expertise dans l'administration 2020 du *WJP Rule of Law Index*. Les participants peuvent choisir d'autoriser la publication de leur nom et coordonnées, ou de rester anonyme. Veuillez indiquer votre choix sur la première page de ce questionnaire. Le contenu de vos réponses restera strictement confidentiel dans les deux cas.

Pour plus d'informations sur le *Rule of Law Index* ainsi que les autres programmes du World Justice Project, veuillez visiter le site :

**[www.worldjusticeproject.org](http://www.worldjusticeproject.org)**